

les navires qu'elle a vus sauf un qui devra subir des modifications. On cherche à savoir si les propriétaires consentiraient à faire les modifications. Si oui, nous concluons le marché. Nous saurons à quoi nous en tenir d'ici la fin de la semaine.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

BILL CONCERNANT LES OFFICES DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE FERME

CRÉATION DU CONSEIL NATIONAL DE COMMERCIALISATION ET D'OFFICES APPROPRIÉS

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 19 mai, de la motion de l'honorable M. Olson: que le bill C-197, tendant à créer le Conseil national de commercialisation des produits de ferme et autorisant la création d'offices nationaux de commercialisation des produits de ferme, soit lu pour la 2^e fois et envoyé au comité permanent de l'agriculture, de même que l'amendement proposé par M. Horner (p. 6719).

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, j'appuie l'amendement à ce bill présenté par le député de Crowfoot (M. Horner). Si cet amendement est adopté, le bill accordera un minimum de contrôle aux groupes de production, les producteurs primaires et l'agriculture en général.

Le bill C-197, qu'on appelle le bill omnibus de l'agriculture, revêt une énorme importance dans toute l'industrie agricole. Il visera presque tous ses éléments si les dispositions du bill actuel sont appliquées. Je suis peiné de constater que le ministre et les membres du gouvernement ont signalé à la Chambre et à divers groupes importants de producteurs que l'opposition que nous apportons au bill est de l'obstruction systématique, que nous empêchons le bill d'être envoyé au comité, qui pourrait étudier ses amendements, et que nous avons l'intention de le faire traîner en longueur pour qu'il ne devienne pas loi. C'est vraiment malheureux. Une telle rumeur n'est inspirée que par l'appât personnel du gain politique de la part d'un député ou à cause d'une crasse ignorance de la procédure parlementaire.

• (3.20 p.m.)

Monsieur l'Orateur, je ne suis pas seulement inquiet mais irrité de voir que l'on ait pu employer de telles tactiques à propos d'une question qui touche les moyens d'existence de milliers de familles ayant une exploitation

agricole. Il s'agit là tout simplement de tactiques parlementaires mesquines et méprisables.

Des voix: Bravo!

M. Danforth: Parlons d'abord de l'opposition systématique dont les vis-à-vis nous accusent. Ce bill a été présenté à la Chambre le 17 mars. Nous sommes aujourd'hui le 10 juin. Le gouvernement est le seul à décider de la présentation d'un projet de loi à la Chambre. Il est libre et c'est à lui seul qu'en incombe la responsabilité. Or le ministre déclare que la Chambre a été saisie de cette mesure à sept reprises différentes et que jamais le gouvernement n'a pu faire franchir au bill l'étape de la 2^e lecture. Un mot à ce sujet. La première fois que le bill a été présenté, il ne pouvait donner lieu à aucun débat. La deuxième fois, il a été présenté une demi-heure environ avant la fin de la séance, aussi n'avons-nous pu en discuter plus longtemps. Ensuite, et pendant des semaines, le gouvernement a mis le bill à l'étude de façon décousue. A aucun moment, l'opposition n'a été autorisée à en discuter plus de trois heures et quart d'affilée. Si mes relevés sont exacts, pendant les trois mois environ au cours desquels la Chambre a été de temps à autre saisie du projet de loi les députés de l'opposition n'ont pu participer au débat que 12 heures en tout, ou à peu près. Que l'on compare ce chiffre aux jours sans fin passés à discuter du bill omnibus traitant de l'avortement et d'autres questions, discussion à laquelle l'opposition a consacré 17 heures sur une période de neuf semaines. Et le gouvernement parle d'obstruction systématique! Les membres de ce gouvernement ont fait une fois de l'obstruction systématique pendant 26 jours bien comptés, à propos des prévisions budgétaires, et maintenant ils nous accusent d'obstruction pour 12 heures! Au cours de ces 12 heures, nous avons traité d'une mesure qui touche 10,000 associations agricoles et commerciales et 120 organismes de commercialisation. Nous avons eu 12 heures pour discuter d'un bill qui contient 30 articles. Cela fait à peu près trois minutes par article et remarquons en outre que les trois partis de l'opposition ont dû se partager ce laps de temps. Les députés d'en face appellent cela de l'obstruction systématique. On n'a jamais dénaturé les faits d'une façon aussi grossière aux yeux de ces groupes.

Des voix: Bravo!

M. Danforth: Le gouvernement leur a dit qu'il aurait voulu faire adopter ce projet de loi le plus rapidement possible, mais que l'op-